

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 3063

[C — 2008/29424]

**18 JUILLET 2008.** — Décret fixant des conditions d'obtention des diplômes de bachelier sage-femme et de bachelier en soins infirmiers, renforçant la mobilité étudiante et portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**TITRE I<sup>er</sup>.** — Dispositions communes à l'enseignement supérieur

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modifications du décret du 19 mai 2004 instituant un Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2 du décret du 19 mai 2004 instituant un Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur est remplacé par l'article suivant :

« Article 2. Un Fonds d'aide à la mobilité étudiante est créé. »

**Art. 2.** A l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « de l'espace européen de l'enseignement supérieur » sont remplacés par les mots « ou une autre Communauté ».

**Art. 3.** A l'article 4 du même décret, les mots « un quadrimestre » sont remplacés par les mots « trois mois ».

**Art. 4.** A l'article 8, du même décret, les mots « au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur » sont remplacés par les mots « des étudiants de l'enseignement supérieur ».

**Art. 5.** A l'article 9, du même décret, les mots « au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur » sont remplacés par les mots « des étudiants de l'enseignement supérieur ».

**TITRE II.** — Dispositions relatives aux universités

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modification du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur*

**Art. 6.** L'article 3 du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur, est complété par un 3<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 3<sup>o</sup> Bachelier en sciences psychologiques et de l'éducation, orientation logopédie. »

CHAPITRE II. — *Modification du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités*

**Art. 7.** L'article 39 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, dont le texte actuel formera un § 1<sup>er</sup>, est complété d'un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Les académies universitaires peuvent conclure des conventions de coopération, conformément à l'article 29, § 2, avec les instituts supérieurs d'architecture pour l'organisation de masters complémentaires dans les domaines « Art de bâtir et urbanisme » et « Sciences de l'ingénieur ».

**TITRE III.** — Dispositions relatives aux Hautes Ecoles

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modification du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

**Art. 8.** L'article 8, § 1<sup>er</sup>, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, est complété comme suit :

« 6<sup>o</sup> les étudiants qui, après avoir été régulièrement inscrits pour la première fois, dans la même année d'études d'une même section, s'y inscrivent à nouveau alors même que le jury a prononcé la réussite de cette année d'études. »

**Art. 9.** Au Chapitre IV, section II, article 44bis, § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « par période d'un an » sont remplacés par les mots « par période de deux ans ».

CHAPITRE II. — *Modifications du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles*

**Art. 10.** L'article 20, § 3, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, est complété par l'alinéa suivant :

« Un établissement peut organiser une partie des activités d'apprentissage en dehors des sites définis, pour autant que ces activités décentralisées ne dépassent pas 15 crédits par cycle d'études et ne constituent jamais un dédoublement d'enseignements. »

**Art. 11.** L'article 26, § 5, alinéa 2, du même décret, est complété comme suit :

« Il ne peut être admis dans aucun établissement d'enseignement supérieur, à quelque titre que ce soit, durant les cinq années académiques suivantes ».

**Art. 12.** L'article 44, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret est remplacé par les alinéas suivants :

« En cas d'études organisées par plusieurs institutions dans le cadre d'une convention de coopération pour l'organisation d'études telle que visée à l'article 29, § 2, du décret du 31 mars 2004, l'étudiant se voit délivrer un diplôme conjoint.

Lorsque la convention est conclue avec un établissement hors Communauté française, l'étudiant peut également se voir délivrer le diplôme de cet établissement. »

**Art. 13.** Dans l'article 45 du même décret, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, le diplôme délivré dans le cadre d'une convention de coopération pour l'organisation d'études, telle que visée à l'article 29, § 2, du décret du 31 mars 2004, conclue entre une Haute école et une université n'est pas contresigné par le Gouvernement ou son délégué. »

CHAPITRE III. — *Dispositions fixant les conditions de collation des diplômes et le programme de l'enseignement clinique pour l'obtention des diplômes de Bachelier-Sage-femme et de Bachelier en soins infirmiers*

Le présent chapitre transpose partiellement la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

*Section I<sup>re</sup>. — Définition*

**Art. 14.** Au sens du présent chapitre, on entend par « stage », également appelé "enseignement clinique" dans la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles :

a) Pour le Bachelier en soins infirmiers: le volet de la formation par lequel l'étudiant(e) apprend, au sein d'une équipe, en contact direct avec un individu sain ou malade et/ou une collectivité, à organiser, dispenser et évaluer les soins infirmiers-obstétricaux globaux requis à partir des connaissances et des compétences acquises. L'étudiant apprend non seulement à travailler en équipe, mais encore à diriger une équipe et à organiser les soins infirmiers globaux, y compris l'éducation de la santé pour des individus et des petits groupes au sein de l'institution de santé ou dans la collectivité.

b) Pour le Bachelier-Sage-femme : le volet de la formation qui s'effectue dans les services d'un centre hospitalier ou dans d'autres services de santé agréés par les autorités ou organismes compétents et par lequel l'étudiant participe aux activités des services en cause dans la mesure où ces activités concourent à leur formation. Ils sont initiés aux responsabilités qu'impliquent les activités des sages-femmes.

Dans le cadre du présent décret, les termes "stage" et "enseignement clinique" sont synonymes.

*Section II. — Conditions de collation des diplômes de Bachelier-Sage-femme et de Bachelier en soins infirmiers*

*Sous-section I<sup>re</sup>. — Admission aux études*

**Art. 15.** Lors de l'inscription aux cours de la première année d'études, les étudiants fournissent les documents suivants :

- 1° Un certificat d'aptitude physique;
- 2° Un extrait de casier judiciaire modèle 1, datant de moins de trois mois.

**Art. 16.** A l'exception des études de spécialisation interdisciplinaire, nul ne peut être admis à une année d'études de spécialisation de bachelier en soins infirmiers s'il n'est titulaire du diplôme de bachelier en soins infirmiers.

*Sous-Section II. — Conditions de délivrance des diplômes*

**Art. 17.** Le programme des études de Bachelier en soins infirmiers et de Bachelier-Sage-femme comprend, au moins, les matières énoncées à l'annexe au présent décret.

**Art. 18.** Pour être admis à l'examen final, l'étudiant doit produire un carnet de stages constatant qu'il a effectué avec fruit le minimum d'heures permettant d'obtenir le diplôme de Bachelier-Sage-femme ou de Bachelier en soins infirmiers tel que précisé dans les annexes D-1 et D-9 du décret du 2 juin 2006 établissant les grades académiques délivrés par les hautes Ecoles organisées ou subventionnées par le Communauté française et fixant les grilles d'horaires minimales.

*Section III. — Programme de l'enseignement clinique pour l'obtention des diplômes de Bachelier Sage-femme et de Bachelier en soins infirmiers*

*Sous-Section I<sup>re</sup>. — Dispositions générales*

**Art. 19.** L'enseignement clinique est dispensé dans des services tant hospitaliers qu'extrahospitaliers situés en Belgique ou dans un pays autre que la Belgique et offrant les ressources cliniques, sociales et pédagogiques nécessaires à la formation technique, psychologique, morale et sociale des étudiant(e)s sous la direction de maîtres de formation pratique ou de maîtres-assistants, porteurs du grade académique de Bachelier – Accoucheuse, Bachelier-Sage-femme ou de Bachelier en soins infirmiers et sous la responsabilité de l'établissement d'enseignement. D'autres personnels qualifiés peuvent être intégrés dans le processus d'enseignement.

**Art. 20.** Une convention dite de stage doit être conclue par écrit entre l'établissement d'enseignement et l'institution de stage; il a pour but de régler les relations entre l'établissement d'enseignement qui est responsable de la formation et l'institution de stage qui collabore à cette formation.

- a) Les noms des responsables tant de l'établissement d'enseignement que de l'institution de stage;
- b) Le nombre d'étudiants admis en stage par service;
- c) Les unités de formation concernées;
- d) La durée et la répartition des stages dans le temps;
- e) L'assurance en responsabilité civile;
- f) L'encadrement des stages.

## Sous-Section II. — Répartition de l'enseignement clinique

**Art. 21.** Pour l'obtention du diplôme de Bachelier en soins infirmiers, la 1<sup>re</sup> année comporte un minimum de 140 heures de prestations d'activités d'intégration professionnelle, à répartir comme suit :

- Minimum 70 heures en services médicaux et/ou chirurgicaux et/ou gériatriques;
- Minimum 70 heures au choix de l'établissement d'enseignement.

**Art. 22.** La 2<sup>e</sup> année comporte un minimum de 450 heures de prestations d'activités d'intégration professionnelle, à répartir comme suit :

- Minimum 210 heures en services médicaux et/ou chirurgicaux et/ou gériatriques;
- Minimum 70 heures en structures de santé mentale et psychiatrique;
- Minimum 170 heures au choix de l'établissement d'enseignement.

**Art. 23.** La 3<sup>e</sup> année comporte un minimum de 810 heures de prestations d'activités d'intégration professionnelle, à répartir comme suit :

- Minimum 420 heures en services médicaux et/ou chirurgicaux et/ou spécialisés y compris les services médico-techniques;
- Minimum 35 heures en structures extrahospitalières y compris les soins à domicile;
- Minimum 70 heures en structures hospitalières ou extrahospitalières pour personnes âgées;
- Minimum 285 heures au choix de l'étudiant et avalisé par l'établissement d'enseignement.

**Art. 24.** Parmi les 170 heures au choix visées à l'article 22 et les 285 heures au choix visées à l'article 23, les étudiants effectuent :

- Minimum 70 heures auprès de la mère et du nouveau-né et/ou auprès d'enfants sains ou malades;
- Minimum 4 et maximum 8 services de nuit.

**Art. 25.** L'établissement d'enseignement répartit 115 heures supplémentaires de prestations d'activités d'intégration professionnelle au cours des trois années d'études de Bachelier en soins infirmiers.

**Art. 26.** Pour l'obtention du diplôme Bachelier Sage-femme, la 1<sup>re</sup> année comporte un minimum de 140 heures de prestations d'activités d'intégration professionnelle, à répartir comme suit :

- Minimum 70 heures en services médicaux et/ou chirurgicaux;
- Minimum 70 heures au choix de l'établissement d'enseignement.

**Art. 27.** La 2<sup>e</sup> année comporte un minimum de 450 heures de prestations d'activités d'intégration professionnelle, à répartir comme suit :

- Minimum 140 heures en services médicaux et/ou chirurgicaux;
- Minimum 70 heures auprès de la mère et du nouveau-né;
- Minimum 70 heures en structures de santé mentale et psychiatrie;
- Minimum 170 heures au choix de l'établissement d'enseignement.

**Art. 28.** La 3<sup>e</sup> et le 4<sup>e</sup> année comportent un minimum de 1 100 heures de prestations d'activités d'intégration professionnelle, à répartir comme suit :

- Minimum 150 heures en consultations prénatales;
- Minimum 400 heures en salle d'accouchement et maison de naissance;
- Minimum 150 heures en surveillance et soins aux accouchées et nouveaux-nés;
- Minimum 100 heures en centre néo-natal;
- Minimum 100 heures en surveillance et soins aux grossesses à haut risque;
- Minimum 200 heures au choix de l'étudiant et avalisé par l'établissement d'enseignement.

**Art. 29.** L'établissement d'enseignement répartit 80 heures supplémentaires de prestations d'activités d'intégration professionnelle au cours des quatre années d'études de Bachelier-Sage-femme.

**TITRE IV. — Dispositions relatives aux Ecoles supérieures des arts et aux Instituts supérieurs d'architecture**

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modifications du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)*

**Art. 30.** Dans le chapitre VI du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), inséré par le décret du 2 juin 2006, et dont le texte actuel formera une section 1<sup>re</sup> intitulée comme suit :

« Section 1<sup>re</sup> : Des Délégués du Gouvernement »,

il est inséré une section II, rédigée comme suit :

« Section II : Du Collège des Délégués du Gouvernement

Article 34*undecies*. § 1<sup>er</sup>. Il est institué un Collège des Délégués du Gouvernement auprès des Ecoles Supérieures des Arts, ci-après dénommé « le Collège » et composé comme suit :

1<sup>o</sup> Des délégués du Gouvernement auprès des Ecoles supérieures des Arts, visés à l'article 34*bis* du présent décret;

2° De l'administrateur général dirigeant l'administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique du ministère de la Communauté française ou de son délégué.

L'administrateur général dirigeant l'administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique du ministère de la Communauté française ou son délégué participe aux réunions du Collège avec voix consultative.

Le Collège peut inviter un délégué du Gouvernement à participer à ses réunions avec voix consultative.

§ 2. Le Collège décide, par consensus, de toutes les mesures utiles en vue :

1° De la mise en oeuvre cohérente et de la coordination du contrôle des Ecoles Supérieures des Arts;

2° Du bon fonctionnement général de ce contrôle notamment par l'affectation des moyens tant matériels qu'humains mis à disposition commune des commissaires;

3° Du règlement des questions ponctuelles qui lui sont soumises à cette fin par le Gouvernement.

Si aucun consensus ne peut être dégagé au sein du Collège et si cette absence de consensus est de nature à être préjudiciable à la cohérence ou au bon fonctionnement du contrôle des Ecoles Supérieures des Arts, le Gouvernement prend les décisions nécessaires pour y remédier.

§ 3. Le Collège est en outre chargé d'informer le Gouvernement et de lui donner avis, d'initiative ou à sa demande, sur toute question en rapport avec le contrôle des Ecoles Supérieures des Arts.

A défaut de consensus, les avis expriment les différentes opinions exposées au sein du Collège.

§ 4. Le Collège se réunit d'initiative au moins une fois par trimestre. Il se réunit en outre à tout moment à la demande du Gouvernement.

§ 5. Pendant la durée de chaque affectation, le Collège est présidé successivement, par période de deux ans, par chacun des commissaires auprès des Hautes Ecoles, du plus ancien en fonction au plus jeune ou, à défaut d'applicabilité de ce critère, de la manière établie par le Collège lui-même.

Le Collège fixe les modalités d'organisation de son secrétariat compte tenu des moyens tant matériels qu'humains mis à disposition des commissaires auprès des Hautes Ecoles et établit son règlement d'ordre intérieur.

Ce règlement doit en tout cas compléter les modalités de présidence du Collège, organiser les procédures de fonctionnement par consensus et déterminer la forme que doivent revêtir les décisions prises par le Collège ainsi que la publicité qui doit leur être donnée.

Ce règlement est soumis au Gouvernement pour approbation.

§ 6. Le Collège fait annuellement rapport au Gouvernement.

Ce rapport contient la description de ses activités, son évaluation des procédures de contrôle pour l'année écoulée et ses suggestions pour l'année à venir.

**Art. 31.** À l'article 57 du même décret, modifié par les décrets des 31 mars 2004, 2 juin 2006 et 25 mai 2007, et dont le texte actuel formera le § 1<sup>er</sup>, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. En cas de fusion de deux ou plusieurs Ecoles supérieures des Arts organisant des domaines d'enseignement différents, l'Ecole supérieure des Arts issue de la fusion peut prévoir de conserver par domaine d'enseignement, les titulaires de mandats de directeurs, et le cas échéant, de directeurs adjoints, dans les Ecoles supérieures des Arts fusionnées.

Les directeurs des Ecoles supérieures des Arts fusionnées exercent alors la fonction de directeur de domaine dans l'Ecole supérieure des Arts issue de la fusion jusqu'au terme de leur mandat en cours.

Le mandat du directeur de domaine est d'une durée de cinq ans renouvelable.

Le directeur de domaine est désigné par le Pouvoir organisateur, conformément à la procédure de recrutement applicable pour la désignation des directeurs des Ecoles supérieures des arts.

Il est créé, au sein de l'Ecole supérieure des Arts issue de la fusion, un collège de direction composé de l'ensemble des directeurs de domaines visés à l'alinéa précédent, et présidé par le directeur de l'Ecole supérieure des Arts issue de la fusion.

Le collège de direction est chargé d'assurer l'exécution des décisions de l'organe de gestion de l'Ecole supérieure des Arts issue de la fusion et prend les décisions pour lesquelles il a reçu délégation.

Un seul directeur issu des Ecoles supérieures des Arts fusionnées peut exercer la fonction de directeur de l'Ecole supérieure des Arts issue de la fusion. ».

**Art. 32.** Dans l'article 41septies, alinéa 2, du même décret, les mots « les trois années académiques » sont remplacés par les mots « les cinq années académiques ».

## CHAPITRE II. — Modifications du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique

**Art. 33.** L'article 26 du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique, est complété par l'alinéa suivant:

« En cas de fusion de deux ou plusieurs Ecoles supérieures des Arts, chacune des Ecoles supérieures des Arts fusionnées conserve sa représentation au sein du Conseil supérieur. »

CHAPITRE III. — *Modifications de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture*

**Art. 34.** A l'article 6, de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture, sont apportées les modifications suivantes :

a) Le § 1<sup>er</sup> est complété par l'alinéa suivant:

« Un Institut peut organiser une partie des activités d'apprentissage en dehors des sites définis, pour autant que ces activités décentralisées ne dépassent pas 15 crédits par cycle d'études et ne constituent jamais un dédoublement d'enseignements. »

b) Il est ajouté un § 7, rédigé comme suit :

« Dans le cadre de l'article 39, § 2 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, les instituts supérieurs d'architecture bénéficient d'une habilitation conditionnelle à organiser des masters complémentaires dans les domaines « Art de bâtir et urbanisme » et « Sciences de l'ingénieur ». Cette habilitation est dite conditionnelle en ce qu'elle est soumise à la condition que l'institut supérieur d'architecture à laquelle cette habilitation est accordée conclut une convention avec une institution universitaire, en vue de l'organisation conjointe de cet enseignement conformément à l'article 29, § 2, du décret du 31 mars 2004 susmentionné et de la délivrance d'un diplôme conjoint. »

CHAPITRE IV. — *Modifications de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur*

**Art. 35.** L'article 9bis, § 2, de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En cas de fraude à l'inscription, l'étudiant perd immédiatement sa qualité d'étudiant régulièrement inscrit, ainsi que tous les droits liés à cette qualité et les effets de droit liés à la réussite d'épreuves durant l'année académique concernée. Les droits d'inscription versés à l'établissement sont définitivement acquis à celui-ci. Il ne peut être admis dans aucun établissement d'enseignement supérieur, à quelque titre que ce soit, durant les cinq années académiques suivantes. »

**TITRE V. — Dispositions finales**

**Art. 36.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 avril 1994 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse et d'infirmier(e) gradué(e), tel que modifié par l'arrêté du 3 avril 1995 et les décrets des 30 avril 1998, 26 avril 1999 et 27 février 2003, est abrogé.

**Art. 37.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 mai 1995 fixant le programme et les conditions de validité de l'enseignement clinique pour l'obtention des diplômes d'accoucheuse et d'infirmier(ère) gradué(e) est abrogé.

**Art. 38.** Le présent décret entre en vigueur pour l'année académique 2008-2009, à l'exception :

a) De l'article 6, qui entre en vigueur à partir de l'année académique 2009-2010;

b) De l'article 30, qui entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 18 juillet 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,  
Ch. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
M. TARABELLA

—  
Note

(1) *Session 2007-2008*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 577-1.

*Compte-rendu intégral.* – Rapport oral, discussion et adoption. Séance du 17 juillet 2008.

## Annexe

**Programme d'études de Bachelier en soins infirmiers**

Le programme d'études conduisant au grade académique de Bachelier en soins infirmiers comprend, au moins, les deux parties suivantes :

**A. Enseignement théorique****a. Soins infirmiers:**

- Orientations et éthique de la profession
- Principes généraux de santé et des soins infirmiers
- Principes des soins infirmiers en matière de:
  - médecine générale et spécialités médicales,
  - chirurgie générale et spécialités chirurgicales,
  - puériculture et pédiatrie,
  - hygiène et soins à la mère et au nouveau-né,
  - santé mentale et psychiatrie,
  - soins aux personnes âgées et gériatrie.

**b. Sciences fondamentales:**

- Anatomie et physiologie
- Pathologie
- Bactériologie, virologie et parasitologie
- Biophysique, biochimie et radiologie,
- Diététique
- Hygiène:
  - prophylaxie,
  - éducation sanitaire.

**— Pharmacologie****c. Sciences sociales:**

- Sociologie
- Psychologie
- Principes d'administration
- Principes d'enseignement
- Législations sociale et sanitaire
- Aspects juridiques de la profession

**B. Enseignement clinique****— Soins infirmiers en matière de:**

- médecine générale et spécialités médicales,
- chirurgie générale et spécialités chirurgicales,
- soins aux enfants et pédiatrie,
- hygiène et soins à la mère et au nouveau-né,
- santé mentale et psychiatrie,
- soins aux personnes âgées et gériatrie,
- soins à domicile.

L'enseignement de l'une ou de plusieurs de ces matières peut être dispensé dans le cadre des autres disciplines ou en liaison avec celles-ci.

L'enseignement théorique doit être pondéré et coordonné avec l'enseignement clinique de telle sorte que les connaissances et compétences visées dans cette annexe puissent être acquises de façon adéquate.



## **Programme d'études de Bachelier- Sage-femmes**

Le programme d'études conduisant au grade académique de Bachelier- Sage-femme comprend, au moins, les deux parties suivantes:

### A. Enseignement théorique et technique

#### a. Matières de base

- Notions fondamentales d'anatomie et de physiologie
- Notions fondamentales de pathologie
- Notions fondamentales de bactériologie, de virologie et de parasitologie
- Notions fondamentales de biophysique, de biochimie et de radiologie
- Pédiatrie, eu égard notamment aux nouveau-nés
- Hygiène, éducation sanitaire, prévention des maladies, dépistage précoce
- Nutrition et diététique, eu égard notamment à l'alimentation de la femme, du nouveau-né et du nourrisson
- Notions fondamentales de sociologie et problème de la médecine sociale
- Notions fondamentales de pharmacologie
- Psychologie
- Pédagogie
- Législation sanitaire et sociale et organisation sanitaire
- Déontologie et législation professionnelle
- Education sexuelle et planification familiale
- Protection juridique de la mère et de l'enfant

#### b. Matières spécifiques aux activités de sage-femme

- Anatomie et physiologie
- Embryologie et développement du fœtus
- Grossesse, accouchement et suites de couches
- Pathologie gynécologique et obstétricale
- Préparation à l'accouchement et à la parenté, y compris les aspects psychologiques
- Préparation de l'accouchement (y compris connaissance et emploi du matériel obstétrical)
- Analgésie, anesthésie et réanimation
- Physiologie et pathologie du nouveau-né
- Soins et surveillance du nouveau-né
- Facteurs psychologiques et sociaux

### B. Enseignement pratique et enseignement clinique

Ces enseignements sont dispensés sous surveillance appropriée:

- Consultations de femmes enceintes comportant au moins cent examens prénatals.
- Surveillance et soins d'au moins quarante patientes.
- Pratique par élève d'au moins quarante accouchements; lorsque ce nombre ne peut être atteint en raison de l'indisponibilité de parturientes, il peut être ramené à trente au minimum, à condition que l'élève participe activement en outre à vingt accouchements.
- Participation active aux accouchements par le siège. En cas d'impossibilité liée à un nombre insuffisant d'accouchements par le siège, une formation par simulation devra être réalisée.
- Pratique de l'épisiotomie et initiation à la suture. L'initiation comprendra un enseignement théorique et des exercices cliniques. La pratique de la suture comprend la suture des épisiotomies et des déchirures simples du périnée, qui peut être réalisée de façon simulée si c'est absolument indispensable.
- Surveillance et soins de quarante femmes enceintes, en cours d'accouchement ou accouchées, exposées à des risques.

— Surveillance et soins, y compris examen, d'au moins cent accouchées et nouveau-nés sains.  
 — Observations et soins de nouveau-nés nécessitant des soins spéciaux y compris ceux nés avant terme, après terme ainsi que de nouveau-nés d'un poids inférieur à la normale ou de nouveau-nés malades.

— Soins aux femmes présentant des pathologies en gynécologie et en obstétrique.

— Initiation aux soins en médecine et en chirurgie. L'initiation comprendra un enseignement théorique et des exercices cliniques.

L'enseignement théorique et technique (partie A du programme de formation) doit être pondéré et coordonné avec l'enseignement clinique (partie B de ce programme), de telle sorte que les connaissances et expériences visées dans cette annexe puissent être acquises de façon adéquate.

Vu pour annexé au décret du 18 juillet 2008 fixant les conditions de collation des diplômes et le programme de l'enseignement clinique pour l'obtention des diplômes de Bachelier-Sage femme et de Bachelier en soins infirmiers, renforçant la mobilité étudiante et portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur.

Bruxelles, le 18 juillet 2008.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La vice-Présidente, Ministre de l'Enseignement supérieur,  
 de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
 Mme M.-D. SIMONET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 3063

[C — 2008/29424]

**18 JULI 2008. — Decreet tot vaststelling van de voorwaarden voor het behalen van de diploma's van bachelor-vroedvrouw en bachelor verpleegzorg, ter versterking van de studentenmobiliteit en houdende diverse maatregelen inzake hoger onderwijs**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**TITEL I. — Gemeenschappelijke bepalingen voor het hoger onderwijs**

**HOOFDSTUK I. — Wijzigingen van het decreet van 19 mei 2004 tot oprichting van een "Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur" (Steunfondsen voor studentenmobiliteit binnen de Europese ruimte van het hoger onderwijs)**

**Artikel 1.** Artikel 2 van het decreet van 19 mei 2004 tot oprichting van een "Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur" (Steunfondsen voor studentenmobiliteit binnen de Europese ruimte van het hoger onderwijs), wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. Er wordt een Steunfonds voor studentenmobiliteit opgericht. »

**Art. 2.** In artikel 3, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « van de Europese ruimte van het hoger onderwijs » vervangen door de woorden « of een andere Gemeenschap ».

**Art. 3.** In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de woorden « vier maanden » vervangen door de woorden « drie maanden ».

**Art. 4.** In artikel 8 van hetzelfde decreet worden de woorden « binnen de Europese ruimte van het hoger onderwijs » vervangen door de woorden « van de studenten van het hoger onderwijs ».

**Art. 5.** In artikel 9 van hetzelfde decreet worden de woorden « binnen de Europese ruimte van het hoger onderwijs » vervangen door de woorden « van de studenten van het hoger onderwijs ».

**TITEL II. — Bepalingen betreffende de universiteiten**

**HOOFDSTUK I. — Wijziging van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs**

**Art. 6.** Artikel 3 van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs, wordt aangevuld met een 3<sup>o</sup>, luidend als volgt :

« 3<sup>o</sup> Bachelor in de psychologische en opvoedingswetenschappen, studierichting logopedie. »



HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten*

**Art. 7.** Artikel 39 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, waarvan de bestaande tekst § 1 zal vormen, wordt aangevuld met een § 2, luidend als volgt :

« § 2. De universitaire academiën kunnen met de hogere architectuurinstituten samenwerkingsovereenkomsten sluiten overeenkomstig artikel 29, § 2, voor de organisatie van bijkomende masters op het gebied van « Bouwkunst en stedenbouwkunde » en « Engineering ».

### TITEL III. — **Bepalingen betreffende de Hogescholen**

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen*

**Art. 8.** Artikel 8, § 1, van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, wordt aangevuld als volgt :

« 6° de studenten die, na dat ze de eerste keer regelmatig ingeschreven werden in hetzelfde studiejaar van eenzelfde afdeling, zich opnieuw inschrijven terwijl de examencommissie het slagen voor dit studiejaar heeft uitgesproken. »

**Art. 9.** In hoofdstuk IV, afdeling II, artikel 44bis, § 5, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « per periode van één jaar » vervangen door de woorden « per periode van twee jaar ».

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen*

**Art. 10.** Artikel 20, § 3, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, wordt aangevuld als volgt :

« Een instelling kan een gedeelte van de leeractiviteiten organiseren buiten deze gedefinieerde sites voor zover deze gedecentraliseerde activiteiten geen 15 studiepunten per studiecycclus overschrijden en nooit tot gevolg kunnen hebben dat één zelfde onderwijs twee keer wordt verstrekt. »

**Art. 11.** Artikel 26, § 5, tweede lid, van hetzelfde decreet, wordt aangevuld als volgt :

« Hij mag tot geen instelling voor hoger onderwijs worden toegelaten, in ongeacht welke hoedanigheid, en dit gedurende de vijf volgende academiejaren ».

**Art. 12.** Artikel 44, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Als het om studies gaat die georganiseerd worden door meerdere instellingen in het kader van een samenwerkingsovereenkomst voor de organisatie van studies, zoals bedoeld in artikel 29, § 2, van het decreet van 31 maart 2004, kan de student een gemeenschappelijk diploma uitgereikt worden.

Wanneer de overeenkomst gesloten wordt met een instelling buiten de Franse Gemeenschap, kan de student ook het diploma van deze instelling uitgereikt worden. »

**Art. 13.** In artikel 45 van hetzelfde decreet wordt het volgende lid ingevoegd tussen het eerste lid en het tweede lid :

« In afwijking van het vorige lid wordt het diploma dat uitgereikt wordt in het kader van een samenwerkingsovereenkomst voor de organisatie van studies, zoals bedoeld in artikel 29, § 2, van het decreet van 31 maart 2004, gesloten tussen een Hogeschool en een universiteit, niet medeondertekend door de Regering of haar gemachtigde. »

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de diploma's worden toegekend en van het programma van het klinisch onderwijs voor het behalen van diploma's van Bachelor-Vroedvrouw en Bachelor Verpleegzorg*

Dit hoofdstuk zet gedeeltelijk de richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties om.

#### *Afdeling I. — Definitie*

**Art. 14.** In de zin van dit hoofdstuk wordt verstaan onder « stage », ook « klinisch onderwijs » genoemd in de richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties :

a) Voor de Bachelor Verpleegzorg : het deel van de opleiding waar de student(e), in teamverband en in rechtstreeks contact met een gezonde persoon of patiënt en/of een gemeenschap, op grond van verworven kennis en bekwaamheid de vereiste algemene verloskundige verpleegzorg leert plannen, verstrekken en beoordelen. De student leert niet alleen in teamverband werken, maar ook als teamleider op te treden en zich bezig te houden met de organisatie van de algemene verpleegkundige verzorging, waaronder de gezondheidseducatie voor individuele personen en kleine groepen binnen de instelling voor gezondheidszorg of in de gemeenschap.

b) voor de Bachelor Vroedvrouw : het deel van de opleiding die gevolgd wordt in ziekenhuisafdelingen of bij andere inrichtingen voor gezondheidszorg die door de bevoegde overheden of instellingen erkend zijn en waar de student aan de werkzaamheden van de betrokken diensten deelneemt voor zover deze werkzaamheden tot hun opleiding bijdragen. Zij worden vertrouwd gemaakt met de taken die aan de werkzaamheden van vroedvrouwen verbonden zijn.

In het kader van dit decreet zijn de woorden « stage » en klinisch onderwijs » synoniem.

*Afdeling II.* — Voorwaarden waaronder de diploma's van bachelor-vroedvrouw en bachelor verpleegzorg toegekend worden

Onderafdeling I. — Toelating tot de studies

**Art. 15.** Bij de inschrijving voor de cursussen van het eerste studiejaar moeten de studenten de volgende stukken voorleggen :

- 1° een getuigschrift van lichamelijke geschiktheid;
- 2° een uittreksel uit het strafregister model 1, opgemaakt sinds minder dan drie maanden.

**Art. 16.** Met uitzondering van de studies van interdisciplinaire specialisatie kan niemand tot een specialisatiejaar toegelaten worden van bachelor verpleegzorg als hij niet titularis is van het diploma van bachelor verpleegzorg.

Onderafdeling II. — Voorwaarden voor de uitreiking van diploma's

**Art. 17.** Het studieprogramma van bachelor verpleegzorg en bachelor vroedvrouw omvat ten minste de vakken opgenomen in de bijlage bij dit decreet.

**Art. 18.** Om tot het eindexamen te worden toegelaten, moet de student een stageboekje voorleggen, waaruit blijkt dat hij, met vrucht, het minimaal aantal uren stage volbracht heeft voor het diploma van bachelor vroedvrouw of bachelor verpleegzorg, zoals bedoeld in de bijlagen D-1 en D-9 van het decreet van 2 juni 2006 tot vaststelling van de academische graden uitgereikt door de Hogescholen die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd en tot vaststelling van de minimale uurregelingen.

*Afdeling III.* — Programma van het klinisch onderwijs voor het behalen van de diploma's van bachelor vroedvrouw en bachelor verpleegzorg.

Onderafdeling I. — Algemene bepalingen

**Art. 19.** Het klinisch onderwijs wordt gegeven zowel in ziekenhuisafdelingen als buiten de ziekenhuisafdelingen gevestigd in België of in een ander land dan België en die de nodige klinische, sociale en pedagogische middelen bieden voor de technische, psychologische, morele en sociale opleiding van de studenten onder de leiding van meesters praktische opleiding of meesterassistenten die houder zijn van de academische graad van Bachelor-Verloskundige, Bachelor-Vroedvrouw of Bachelor Verpleegzorg en onder de verantwoordelijkheid van de onderwijsinstelling. Andere geschoolde personeelsleden kunnen in het onderwijsproces geïntegreerd worden.

**Art. 20.** De zogenaamde stageovereenkomst moet schriftelijk afgesloten worden tussen de onderwijsinstelling en de stageverleende instelling met als doel de betrekkingen te regelen tussen de onderwijsinstelling die verantwoordelijk is voor de opleiding en de stageverleende instelling die haar medewerking verleent aan deze opleiding.

- a) de namen van de verantwoordelijken zowel van de onderwijsinstelling als deze van de stageverleende instelling;
  - b) het aantal studenten per dienst die toegelaten worden tot de stage;
  - c) de betrokken opleidingseenheden;
  - d) de duur en de verspreiding van de stages in de tijd;
  - e) de verzekering burgerlijke aansprakelijkheid;
- de begeleiding van de stages.

Onderafdeling II. — Verdeling van het klinisch onderwijs

**Art. 21.** Om het diploma van bachelor verpleegzorg te behalen omvat het eerste jaar minimum 140 uren prestaties voor activiteiten inzake inschakeling in het arbeidsproces, ingedeeld als volgt :

- ten minste 70 uren in medische en/of chirurgische en/of geriatrische diensten;
- ten minste 70 uren naar keuze in de onderwijsinstelling.

**Art. 22.** Het tweede jaar omvat ten minste 450 uren prestaties voor activiteiten inzake inschakeling in het arbeidsproces, ingedeeld als volgt :

- ten minste 210 uren in medische en/of chirurgische en/of geriatrische diensten;
- ten minste 70 uren in structuren van geestelijke gezondheid en psychiatrie;
- ten minste 170 uren naar keuze in de onderwijsinstelling.

**Art. 23.** Het derde jaar omvat ten minste 810 uren prestaties voor activiteiten inzake inschakeling in het arbeidsproces, ingedeeld als volgt :

- ten minste 420 uren in medische en/of chirurgische en/of gespecialiseerde diensten met inbegrip van de medisch-technische diensten;
- ten minste 35 uren in structuren buiten het ziekenhuis met inbegrip van thuiszorg;
- ten minste 70 uren in structuren in of buiten het ziekenhuis voor bejaarden;
- ten minste 285 uren naar keuze van de student en goedgekeurd door de onderwijsinstelling.

**Art. 24.** Onder de 170 uren naar keuze bedoeld in artikel 22 en de 285 uren naar keuze bedoeld in artikel 23 volbrengen de studenten :

- ten minste 70 uren bij de moeder en de pasgeborene en/of bij gezonde of zieke kinderen;
- ten minste 4 en ten hoogste 8 nachtdiensten.

**Art. 25.** De onderwijsinstelling verdeelt de 115 bijkomende uren aan prestaties voor activiteiten inzake inschakeling in het arbeidsproces tijdens de drie studiejaar van bachelor verpleegzorg.

**Art. 26.** Voor het behalen van het diploma van bachelor-vroedvrouw omvat het eerste jaar ten minste 140 uren aan prestaties voor activiteiten inzake inschakeling in het arbeidsproces, ingedeeld als volgt :

- ten minste 70 uren in medische en/of chirurgische diensten;
- ten minste 70 uren naar keuze van de onderwijsinstelling.

**Art. 27.** Het tweede jaar omvat ten minste 450 uren aan prestaties voor activiteiten inzake inschakeling in het arbeidsproces, ingedeeld als volgt :

- ten minste 140 uren in medische en/of chirurgische diensten;
  - ten minste 70 uren bij de moeder en de pasgeborene;
  - ten minste 70 uren in structuren van geestelijke gezondheid en psychiatrie;
- ten minste 170 uren naar keuze van de onderwijsinstelling.

**Art. 28.** Het derde jaar en het vierde jaar omvatten ten minste 1 100 uren aan prestaties voor activiteiten inzake inschakeling in het arbeidsproces, ingedeeld als volgt :

- ten minste 150 uren in prenatale raadplegingen;
  - ten minste 400 uren in de verloskamer en het geboortehuis;
  - ten minste 150 uren in de begeleiding en de verzorging van kraamvrouwen en pasgeboren kinderen;
  - ten minste 100 uren in een neonataal centrum;
  - ten minste 100 uren in toezicht en verzorging van de risico verbonden zwangerschappen;
- ten minste 200 uren naar keuze van de student en goedgekeurd door de onderwijsinstelling.

**Art. 29.** De onderwijsinstelling verdeelt 80 bijkomende uren aan prestaties voor activiteiten inzake inschakeling in het arbeidsproces tijdens de vier studiejaar van bachelor-vroedvrouw.

#### TITEL IV. — Bepalingen betreffende de Hogere Kunstscholen en de Hogere Architectuurinstituten

**HOOFDSTUK I.** — *Wijzigingen van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten)*

**Art. 30.** In hoofdstuk VI van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), ingevoegd bij het decreet van 2 juni 2006, en waarvan de bestaande tekst een afdeling I zal vormen, luidend als volgt :

« Afdeling I – De afgevaardigden van de Regering »,

wordt een afdeling II ingevoegd, luidend als volgt :

« Afdeling II – Het College van de afgevaardigden van de Regering

Art. 34*undecies*. § 1. Er wordt een College van de Afgevaardigden van de Regering ingesteld bij de Hogere Kunstscholen, hierna « het College » genoemd en samengesteld als volgt :

- 1° De afgevaardigden van de Regering bij de Hogere Kunstscholen bedoeld in artikel 34*bis* van dit decreet;
- 2° De Administrateur-generaal die de leiding heeft van het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of zijn afgevaardigde.

De Administrateur-generaal die de leiding heeft van het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek van het ministerie van de Franse Gemeenschap of zijn afgevaardigde, neemt deel aan de vergaderingen van het College met raadgevende stem.

Het College kan een afgevaardigde van de Regering uitnodigen om deel te nemen aan zijn vergaderingen met raadgevende stem.

§ 2. Het College beslist, bij consensus, over alle nuttige maatregelen met het oog op :

- 1° de coherente uitwerking en de coördinatie van het toezicht op de Hogere Kunstscholen;
- 2° de goede algemene werking van dit toezicht, inzonderheid door de bestemming van de middelen, zowel op materieel als op menselijk vlak, die ter gezamenlijk gebruik van de commissarissen ter beschikking worden gesteld;
- 3° het oplossen van de punctuele problemen die door de Regering te dien einde aan de Regering worden voorgelegd.

Indien geen consensus bereikt kan worden binnen het College en indien het gebrek aan consensus de coherentie of de goede werking van het toezicht op de Hogere Kunstscholen in het gedrang kan brengen, neemt de Regering de nodige beslissingen om de toestand te verhelpen.

§ 3. Het College is, bovendien, belast met het inlichten van de Regering en moet haar advies verlenen, op eigen initiatief of op aanvraag, over elke vraag in verband met het toezicht op de Hogere Kunstscholen.

Bij gebrek aan consensus, vermelden de adviezen de verscheidene opinies voorgedragen binnen het College.

§ 4. Het College vergadert op eigen initiatief minstens eenmaal per kwartaal. Het vergadert, bovendien, telkens op aanvraag van de Regering.

§ 5. Gedurende iedere aanwijzing wordt het College opeenvolgend voorgezeten, per periode van twee jaar, door ieder van de commissarissen bij de Hogescholen, van de oudste ambtsbekledende ambtenaar tot de jongste, of, indien dit criterium niet toepasbaar is, op de wijze vastgesteld door het College zelf.

Het College bepaalt de nadere regels voor de inrichting van zijn secretariaat rekening houdend met de zowel materiële als menselijke middelen die ter beschikking worden gesteld van de commissarissen bij de Hogescholen en stelt zijn eigen huishoudelijk reglement op.

Dit reglement moet, in ieder geval, de nadere regels voor het voorzitterschap van het College aanvullen, de werkingsprocedures inrichten en dit per consensus en de vorm bepalen die aan de beslissingen van het College moet worden gegeven alsook de publiciteit ervan.

Dit reglement wordt ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd.

§ 6. Het College brengt jaarlijks verslag uit aan de Regering.

Dit verslag bevat de beschrijving van zijn activiteiten, zijn evaluatie van de toezichtsprocedure voor het afgelopen jaar en zijn suggesties voor het komende jaar.

**Art. 31.** In artikel 57 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 31 maart 2004, 2 juni 2006 en 25 mei 2007, en waarvan de bestaande tekst § 1 zal vormen, wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Ingeval van fusie van twee of meerdere Hogere Kunstscholen die verschillende studiegebieden van het onderwijs organiseren, kan de Hogere Kunstschool die ontstaan is uit de fusie bepalen dat de titularissen van de mandaten van directeur of, in voorkomend geval, van adjunct-directeur in de gefusioneerde Hogere Kunstscholen, per studiegebied behouden worden.

De directeurs van de gefusioneerde Hogere Kunstscholen oefenen dan het ambt van directeur van het domein uit in de Hogere Kunstschool ontstaan uit de fusie en dit, tot het einde van hun lopende mandaat.

Het mandaat van directeur van het studiegebied duurt vijf jaar en is hernieuwbaar.

De directeur van het studiegebied wordt aangesteld door de inrichtende macht overeenkomstig de wervingsprocedure die van toepassing is voor de aanstelling van directeurs van de Hogere Kunstscholen.

Er wordt binnen de Hogere Kunstschool die ontstaan is uit de fusie, een college van directeurs opgericht dat samengesteld wordt uit het geheel van de directeurs van de studiegebieden bedoeld in het vorige lid en dat voorgezeten wordt door de directeur van de Hogere Kunstschool die ontstaan is uit de fusie.

Het directiecollege is belast met de uitvoering van de beslissingen van het beheersorgaan van de Hogere Kunstschool die ontstaan is uit de fusie en neemt de beslissingen waarvoor het opdracht heeft gekregen.

Eén enkele directeur afkomstig uit de gefusioneerde Hogere Kunstscholen kan het ambt van directeur uitoefenen van de Hogere Kunstschool die ontstaan is uit de fusie. »

**Art. 32.** In artikel 41septies, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « de drie academiejaren » vervangen door de woorden « de vijf academiejaren ».

#### HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs*

**Art. 33.** Artikel 26 van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, wordt aangevuld als volgt :

« Ingeval van fusie van twee of meerdere Hogere Kunstscholen behoudt elke Hogere Kunstschool haar vertegenwoordiging binnen de Hoge Raad. »

#### HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen van de wet van 18 februari 1977 houdende organisatie van het architectuuronderwijs*

**Art. 34.** In artikel 6 van de wet van 18 februari 1977 houdende organisatie van het architectuuronderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) § 1 wordt aangevuld als volgt :

« Een Instituut kan een gedeelte van de leeractiviteiten organiseren buiten deze gedefinieerde sites voor zover deze gedecentraliseerde activiteiten geen 15 studiepunten per studiecycclus overschrijden en nooit tot gevolg kunnen hebben dat één zelfde onderwijs twee keer wordt verstrekt. ».

b) er wordt een § 7 toegevoegd, luidend als volgt :

« In het kader van artikel 39, § 2, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, hebben de Hogere Architectuurinstituten een voorwaardelijke bevoegdheid om bijkomende masters te organiseren in de domeinen van « Bouwkunst en stedenbouwkunde » en « engineering ». Deze bevoegdheid wordt « voorwaardelijk » genoemd wanneer ze onderworpen is aan de voorwaarde dat het hoger architectuurinstituut waaraan deze bevoegdheid wordt toegekend, een overeenkomst sluit met een universitaire instelling, met het oog op de gezamenlijke organisatie van dit onderwijs overeenkomstig artikel 29, § 2, van het bovenvermelde decreet van 31 maart 2004 en op de uitreiking van een gezamenlijk diploma. »

#### HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs*

**Art. 35.** Artikel 9bis, § 2, van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, wordt aangevuld als volgt :

« In geval van fraude bij de inschrijving verliest de student onmiddellijk zijn hoedanigheid als regelmatig ingeschreven student, alsook alle rechten die met deze hoedanigheid samengaan en de rechtsgevolgen verbonden aan het slagen voor proeven tijdens het betrokken academiejaar. De inschrijvingsgelden die aan de instelling werden betaald, worden definitief aan deze toegewezen. De student mag tot geen instelling voor hoger onderwijs worden toegelaten, in ongeacht welke hoedanigheid, en dit gedurende de vijf volgende academiejaren.

## TITEL V. — Slotbepalingen

**Art. 36.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 april 1994 houdende de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw en gegradueerd(e) verpleger of verpleegster wordt toegekend, zoals gewijzigd bij het besluit van 3 april 1995 en de decreten van 30 april 1998, 26 april 1999 en 27 februari 2003, wordt opgeheven.

**Art. 37.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 mei 1995 tot vaststelling van het programma en de geldigheidsvoorwaarden van het klinisch onderwijs ter verkrijging van de diploma's van vroedvrouw en gegradueerd(e) verpleger of verpleegster, wordt opgeheven.

**Art. 38.** Dit decreet treedt in werking voor het academiejaar 2008-2009, met uitzondering van :

a) artikel 6, dat in werking treedt vanaf het academiejaar 2009-2010;

b) artikel 30, dat in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 juli 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,  
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,  
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
M. TARABELLA

—  
Nota

(1) *Zitting 2007-2008*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 577-1.

*Integraal verslag.* — Mondeling verslag, bespreking en aanneming. Vergadering van 17 juli 2008.

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 3064 (2008 — 2758)

[2008/203183]

**24 JUILLET 2008.** — Arrêté du Gouvernement wallon remplaçant l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 énumérant les biens classés sur lesquels l'Institut du Patrimoine wallon exerce sa mission de gestion. — Erratum

Le 11<sup>e</sup> alinéa du préambule de la traduction néerlandaise de l'arrêté susmentionné, publié dans le *Moniteur belge* du 20 août 2008, à la page 43930, doit se lire comme suit :

« Dat de Inspectie van Financiën haar visum zonder voorbehoud gegeven heeft op 18 juli 2008; ».

—  
VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 3064 (2008 — 2758)

[2008/203183]

**24 JULI 2008.** — Besluit van de Waalse Regering tot vervanging van artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 waarbij de lijst wordt samengesteld van de beschermde goederen waarop het "Institut du Patrimoine wallon" (Instituut voor het Waalse Patrimonium) zijn beheersopdracht vervult. — Erratum

Het elfde lid van de aanhef in Nederlandse vertaling van bovenvermeld besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 20 augustus 2008, op bladzijde 43930, dient als volgt te worden gelezen :

« Dat de Inspectie van Financiën haar visum zonder voorbehoud gegeven heeft op 18 juli 2008; ».